Pour un anticléricalisme révolutionnaire

Fondamentalement, sur le plan éthique, l'anarchisme de toute tendance est forcément a-religieux et estime le phénomène religieux, un fléau pour l'homme dans son individualité et dans son collectif. Adepte, avant tout du « libre examen », l'anarchiste ne peut admettre aucune théorie posant au départ dogmes et postulats. La religion pose au départ une idée d'autorité, donc de hiérarchie et fait accepter du même coup l'idée de l'inégalité sociale. Jules Lhermina, dans son « A.B.C. du libertaire » écrivait : « L'idée de dieu est nécessaire aux oppresseurs, aux envahisseurs, aux négateurs du droit collectif. Pour l'inculquer aux masses, on a eu l'infernale habileté de la compliquer de l'idée de compensation. Qui a souffert sur la terre jouira d'un bonheur éternel... D'où la résignation et l'abandon aux aigrefins des biens de la Terre... ». On connaît l'apostrophe de Proudhon : « Dieu c'est le mal ». Il se trouve d'ailleurs que l'anti-cléricalisme et l'anti-religion ont toujours été une base fondamentale dans l'action du mouvement ouvrier dans son ensemble.
Que se passe-t-il aujourd'hui ?

Depuis la fameuse « Main tendue aux catholiques » prônée par Maurice Thorez, nous avons assisté à une évolution au sein de la classe ouvrière qui a abouti en pratique à un abandon à peu près total de toute action anti-religieuse dans ce qu'il est convenu d'appeler les « partis ouvriers ». Même dans nos milieux et particulièrement chez les jeunes militants, la même tendance s'est faite jour. La tendance fonteniste, à la F.C.L, n'était pas la dernière à prôner la nouvelle tactique. Pour les gens dont nous parlons, l'anti-cléricalisme est une forme périmée de l'action. On se moque volontiers des anti-cléricaux en les traitant de vieux fossiles bons pour le placard aux souvenirs. On pense bien sûr, que les croyants sont les survivants d'un autre âge, mais on se dit « matérialiste historique » et on affirme au nom de ce « matérialisme » que

l'on vient de découvrir que la religion s'effondrera en même temps que le Capitalisme. Il suffit alors de combattre le Capitalisme. La lutte anti-religieuse est une chose inutile sinon nuisible. Ne rencontre-t-on pas sur le lieu du travail des militants chrétiens « drôlement sympas ? » Qui n'a pas connu de prêtres ouvriers ? On nous pose la question : « Nierez-vous qu'il y a des travailleurs chrétiens ? Nierez-vous qu'ils sont bons syndicalistes ? Nierez-vous qu'ils sont anti colonialistes ? Anti capitalistes ? » Les travailleurs chrétiens se retrouvent avec nous dans les Comités de grève, ils sont exploités comme nous, etc., etc. Et on en vient à l'idée qu'une lutte anti-religieuse pourrait bêtement nous aliéner ces gens si intéressants et, partant, briser le front de classe du prolétariat. Rien que ça ! Et puis, tout le monde sait que les athées et les « libres penseurs » sont en général des bourgeois. Ils sont en grand nombre membres de la Franc-Maçonnerie qui est un organisme de collaboration de classe. Ils sont en majorité membres du parti radical ou de l'aile droite de la S.F.I.O qui..., que... Nous n'avons rien à faire avec ces gens-là. Et nous préférons un balayeur membre de la C.F.T.C. qui est un exploité, un apprenti de la J.O.C. qui est un exploité à un actionnaire radical et anti-clérical qui « bouffe un curé tous les matins » et qui est, par ailleurs, un exploiteur.

Nous sommes beaucoup, parmi les membres des G.A.A.R. à estimer que ce raisonnement hâtif (mais par ailleurs en plusieurs points juste, et en particulier sur le côté anti-lutte de classes de la Franc-Maçonnerie) doit être étayé par des arguments plus solides, résultat d'une analyse sérieuse des différentes données du problème.

Nous avons toujours été étonnés par l'extraordinaire ignorance de l'Histoire de beaucoup de ces « matérialistes historiques ». Où ces gens ont-ils vu que l'Église était attachée à une forme économique donnée ? Où ces gens ont-ils vu que l'Église était attachée à un régime quelconque ? Méditons ces dates :

1790 : L'Église chante le « Te Deum » à l'avènement du dictateur Napoléon et lui prostitue son catéchisme – 1816 : L'Église chante le « Te Deum » aux cérémonies d'arrachage des arbres de la Liberté. – 1940-1950 : L'Église est collaboratrice (Suhard), résistante (Gerlier), communiste (Abbé Boulier), anti-communiste (Osservatore Romano). L'Église a toujours été de tous les régimes, de toutes les formes de civilisation : monarchiste, républicaine, fasciste, selon les cas et les époques. La seule chose qui l'intéresse c'est de maintenir son emprise sur les consciences et les évènements. Elle est, par contre anti-monarchiste, anti-républicaine, antifasciste lorsque l'un quelconque de ces régimes la menace dans son indépendance. Elle a enterré joyeusement la civilisation romaine qu'elle devait sauver dans l'idée de Constantin. Elle a été féodale au Moyen-Age. Elle a rallié le régime bourgeois totalement sous Napoléon. Elle est maintenant furieusement démocrate en France et furieusement fasciste en Espagne. Elle est maintenant, avant tout, capitaliste en régime capitaliste. Qui sait si elle ne sera pas demain communiste en régime communiste ou même libertaire si nous n'y prenons pas garde ?

Au sein du régime actuel, l'Église tient une place trop souvent ignorée ou passée sous silence. Des vins du Chianti aux usines FIAT, d'Hispano-Suiza aux tramways de Madrid, des mines de mercure d'Espagne aux usines de conserves américaines, des fabriques de bas nylon au casino de Monte-Carlo, le Vatican tient une place plus qu'honorable dans divers conseils d'Administration. Cela dit, l'Église, comme toute puissance capitaliste joue un jeu politique. On connaît son influence sur cette société secrète appelée Synarchie. On connaît l'existence de cette autre société secrète appelée « Sapinière » avant guerre et présentement nommée « Fides Romana ». On connaît l'association pour le « Saint Empire Romain Germanique » qui a son siège à Bonn et dont Pinay, Adenauer et Schuman sont les membres influents. On connaît l'action des différents partis « démocrates chrétiens » qui avaient réussi

à avoir la main sur les différents ministères des affaires étrangères de la « libération » des pays occidentaux. On connaît l'action de Thierry d'Argenlieu en Indochine. On arrive de là au fameux Pool Charbon-Acier, à la relance européenne : J'en passe et des meilleurs... La mainmise cléricale, en France, sur la presse, le cinéma, la radio se voit à l'œil nu. Et la fameuse loi Barangé vient de réveiller les « laïques » pourtant timorés. Et tout cela se passe pendant que nos « matérialistes historiques » proclament l'anti-cléricalisme dépassé.

Et les travailleurs chrétiens ? Que font-ils dans tout cela ?

La plupart d'entre eux sont membres de la C.F.T.C. Cette même C.F.T.C. que nous retrouvons parfois dans les Comités de grève et avec qui les dirigeants staliniens de la C.G.T. aiment se marier porte dans ses principes les points suivants qu'il est nécessaire de publier :

« La C.F.T.C. professe qu'on ne saurait apporter un remède efficace et durable aux erreurs économiques et aux injustices sociales qui ont amené les désordres actuels, qu'en se référant aux enseignements contenus plus particulièrement dans les encycliques RERUM NOVARUM et QUADRAGESI O ANNO. »

Les chrétiens avec qui nous parlons se gaussent volontiers du programme social de l'Église qui renferme (paraît-il) la solution au problème de la lutte des classes. En les interrogeant plus avant, on se rend compte que bien peu ont lu ces fameuses encycliques. Au moment de la naissance de la grande industrie, au moment de l'essor du mouvement ouvrier, il fallait trouver un antidote. Et le pape Léon XIII de préconiser comme remède à la situation la constitution de syndicats mixtes composés des patrons et des ouvriers. La C.F.T.C. de 1956 n'a en rien renié ce but final, elle y met simplement des formes. Mais laissons la parole à Zirnheld qui fut président de la C.F.T.C. en 1934 et 1935 :

« Le Capital est incontestablement un moyen qui peut aider puissamment la production à se développer, mais il ne saurait prétendre à être l'agent propre, ni donc l'élément essentiel. C'est pour y avoir prétendu, pour avoir usurpé la première place dans l'économie qu'il a entraîné le déséquilibre dans l'économie que nous constatons aujourd'hui et causé les graves conflits sociaux et économiques actuels. C'est aussi parce que l'on a top souvent confondu la propriété, principe parfaitement juste lorsqu'il dérive du produit du travail, et le capital qui n'est, la plupart du temps, que son apparence ou son mode d'emploi humain, qu'on a cru pouvoir admettre les abus du capital mal acquis, les justifier comme la conséquence normale de la propriété légitime et lui réserver une place et des avantages qu'il ne méritait pas. Le capital, accessoire de la production, a évidemment droit à une rente équitable. Il a droit, de plus à l'assurance du risque qu'il court, cette assurance étant organisée et payée par la production... »

Il fallait, bien sûr, trouver une théorie qui, sans toucher au principe essentiel du régime capitaliste, soit un aménagement destiné à contenter les masses et ainsi empêcher le développement des idées révolutionnaires. La propriété est nécessaire – nous dit-on – mais c'est le capital qui n'a pas fait son devoir. Quand il sera à sa place tout ira bien. Ce sera la grande embrassade générale, la fin de la lutte de classe qui inquiète tant ces messieurs. Nous ne nous attarderons pas à discuter ce genre de théorie. Remarquons toutefois qu'il n'y a pas au fond plusieurs pensées de droite. Il n'y en a qu'une et c'est bien l'Église qui la dispense. Les programmes sociaux des différents partis fascistes d'avant guerre étaient tous inspirés des principes que nous venons de citer. La Charte du Travail de Pétain n'était rien moins qu'un essai d'application. Les Comités d'Entreprise institués par Vichy n'étaient que le prélude à ce fumeux syndicat mixte des patrons et des ouvriers. On sait qu'ils font encore aujourd'hui l'enchantement des patrons de 1956. La fameuse association Capital-Travail du R.P.F reposait aussi sur les

mêmes principes. Il y a bien unité de pensée. Observons ce que dit Poujade et nous constatons encore l'énoncé des mêmes principes. Mieux que cela, la Confédération Générale des Syndicats Indépendants a repris les mêmes principes en enlevant l'étiquette chrétienne. La fameuse association d'inspiration cléricale intitulée « Jeune Patron » a aussi repris la doctrine. Il s'agit paraît-il de patrons sociaux qui reconnaissent volontiers l'existence du syndicat dans leur entreprise. Un syndicat du type « collaboration » bien entendu. Il ne faut pas croire qu'une lutte même accompagnée d'une grève suffit à définir une action révolutionnaire. Lisons plutôt ce qu'écrivait la C.F.T.C. En 1938 : « La C.F.T.C. considérant la grève comme le dernier moyen à employer pour faire triompher le bon droit cherche à obtenir les résultats souhaités par des moyens pacifiques : démarches, envoi de cahiers de desiderata. Souvent, hélas ce genre de revendication s'est heurté à une fin de non-recevoir. On ne peut donc s'étonner d'avoir vu les syndicats chrétiens recourir à la grève, pour un motif grave, une cause indiscutablement juste, et après que toutes les possibilités d'entente eurent été épuisées. » On lit plus loin :

« Mettant en application ses principes de collaboration la C.F.T.C. entretient les meilleures relations avec l'organisation des patrons catholiques. Dès 1930, une commission mixte était constituée entre la C.F.P. et la C.F.T.C. ; en 1932, notamment, elle étudiait le grave problème de la « rationalisation » et, fait remarquable, patrons et ouvriers chrétiens parvenaient à se mettre d'accord sur cette délicate question. »

Or, on lit dans les « Cahiers de la Productivité » d'octobre-Novembre 1954 :

« Les syndicats (il s'agit d'une étude sur les syndicats américains) ne prétendent pas se substituer au « management » dont ils reconnaissent la compétence, l'efficacité. Ils ne cherchent pas à supprimer le profit considéré comme un

stimulant indispensable. Les chefs syndicalistes américains sont considérés surtout comme des hommes d'affaires chargés d'obtenir le maximum d'avantages pour les gens qui leur ont confié leurs intérêts, en l'occurrence les syndiqués qui paient leur cotisation. Le principe de la co-gestion ne constitue aujourd'hui ni un objectif immédiat, ni même un idéal lointain. » Il arrive que les dirigeants syndicalistes tiennent le langage suivant : « Vous ne pouvez pas augmenter les salaires parce que votre affaire est mal gérée. Nous allons vous envoyer des spécialistes chargés de la réorganiser ». Il est même arrivé que des syndicats aient prêté de l'argent à des entreprises en difficulté pour sauver les salariés du chômage. À l'égard du problème technique de l'accroissement de la productivité les syndiqués partagent la position de principe de l'ensemble des Américains : ils pensent que le progrès assurant l'amélioration du sort de tous est un objectif essentiel. Mais ils estiment que ce n'est pas le rôle des syndicats de promouvoir l'amélioration de la productivité : le « management », en général s'en charge et avec succès ».

Voilà bien de quoi faire retourner dans sa tombe feu Léon XIII !
Il est à noter en passant que ces méthodes font l'admiration d'un grand nombre de bonzes de F.O (Le Beurre et consorts).

Il n'y a pas, au fond, de véritable originalité entre syndicalistes de tout poil qui désirent lutter dans le cadre du régime capitaliste. Et, là encore, c'est la pensée de l'Église, en définitive que nous retrouvons. Voilà qui jette une singulière lumière sur les idées des soi-disant chrétiens révolutionnaires.

Deux autres mouvements groupent des travailleurs chrétiens : Le Mouvement de Libération du Peuple et la Jeune République. Le premier est issu du mouvement d'action catholique intitulé Ligue Ouvrière Chrétienne qui était la JOC des adultes. Transformé en Mouvement Populaire des Familles (mouvement

d'entr'aide) après la libération il devient maintenant un mouvement politique avec des positions révolutionnaires ou soi-disant telles. (attitudes courageuses sur le plan anti-colonialiste ou sur l'anti-capitalisme). Ce mouvement n'a pas encore été capable d'élaborer une doctrine propre et pour cause : à l'intérieur existe une seconde organisation travaillant avec les aumôniers qui s'appelle l'Action Catholique Ouvrière. Étant donné que cette organisation professe la doctrine sociale de l'Église citée plus haute. La Jeune République est issue du « Sillon » de Marc Sangnier. Rappelons que le « Sillon » qui avait voulu simplement réconcilier l'Église avec les idées démocratiques fut condamné par le pape et que ces protagonistes se soumirent à l'époque. La Jeune République a des positions « gauches » et professe une vague « sociale démocratie » chrétienne qui serait plus à gauche que la S.F.I.O. De toute façon aucun de ces deux mouvements ne sort du cadre du réformisme. Il se peut qu'il y ait parmi les chrétiens qui y appartiennent d'authentiques révolutionnaires. Nous en avons connu. Nous avons dans ce cas, beaucoup plus intérêt à leur montrer qu'ils sont des dupes de l'Église (puissance réactionnaire) qu'à abandonner notre lutte anti-cléricale pour nous les concilier d'une façon artificielle.

Nous avons montré que sous ses aspects divers, la pensée de l'Église est une et qu'elle est en fait la source de toute la pensée dite de « droite ». Nous ajouterons de la droite intelligente. Celle qui a compris qu'il ne reste qu'une planche de salut à la bourgeoisie et que cette planche de salut est le réformisme. Une récente émission à la radio Vatican s'efforçait de distinguer la pensée de l'Église de la pensée révolutionnaire, et le chroniqueur affirma : « L'Église est résolument réformiste ! »

Ceci nous amène à envisager les autres réformismes que nous connaissons et (nous en faisons la remarque à propos de F.O.) nous observons une parenté de pensée évidente entre nos

sociaux-démocrates actuels et les chrétiens sociaux. Nous pourrions en dire autant de la bourgeoisie « intelligente » représentée par Mendès-France. C'est pourquoi il ne faut pas s'étonner outre mesure des alliances entre radicaux et cléricaux lors des dernières élections municipales ou législatives. C'est pourquoi il ne faut pas s'étonner de l'adhésion de nombreux cléricaux au soi-disant « Front Républicains ». Il ne faut pas s'étonner de la préparation d'un Concordat et de la mainmise des cléricaux sur certains éléments de la Franc-Maçonnerie (sujet sur lequel nous reviendrons au prochain numéro). C'est là où l'analyse révolutionnaire prend tout son sens.

Tous les partis réformistes considèrent le régime démocratique comme tremplin de leur action. Or nous savons que le régime de démocratie bourgeoise correspondait surtout au stade concurrentiel du régime capitaliste. L'évolution vers le monopole économique étatique ou privé de nouvelles formes politiques, soit en réaction, soit en concordance. Ces formes politiques sont toutes du type fasciste. La bourgeoisie a besoin d'un soutien pour construire le fascisme. Où peut-elle mieux le trouver que dans l'Église qui a pour principe premier la destruction de toute pensée libre ? À ceux qui en douteraient nous citerons un extrait de l'encyclique Quanta Cura du pape Pie IX : « Il ne manque pas d'homme qui, appliquant à la société civile l'impie et absurde principe du naturalisme... osent enseigner que la perfection des gouvernements et le progrès civil demandent impérieusement que la société humaine soit constituée et gouvernée sans plus tenir compte de la religion que si elle n'existait pas, ou du moins, sans faire aucune différence entre la vraie religion et les fausses. En conséquence de cette idée absolument fausse du gouvernement social, ils n'hésitent pas à favoriser cette opinion erronée que la liberté de conscience et des cultes est un droit propre à chaque homme... »

Tous les efforts des réformistes de tout poil aboutissent, en

fait, au renforcement du régime, conformément au plan élaboré par Léon XIII, que Guy Mollet suit comme les autres. Nous savons que le régime capitaliste va vers une forme politique autoritaire. C'est pourquoi, il est normal, en fin de compte que les démocrates bourgeois fassent le jeu du cléricalisme, même s'ils se prétendent anti-cléricaux d'opinion.

Il ressort de nos constatations que l'anti-cléricalisme est plus nécessaire que jamais, puisque l'action de l'Église marque fondamentalement le fonctionnement du régime que nous voulons détruire. Si une certaine forme d'anti-cléricalisme du genre de celui des radicaux ne correspond plus à la réalité puisqu'elle n'empêche pas en fait, que ces radicaux de rejoindre la réaction et de faire ainsi le jeu de l'Église combattue verbalement, il appartient aux révolutionnaires de définir un anti-cléricalisme réel, basé sur les faits. Certains libres penseurs pensent que leur action doit se faire uniquement sur le plan philosophique. À les en croire, il suffit de faire des conférences pour nier l'existence de l'enfer ou l'existence de Dieu pour que les foules soient convaincues. Il n'est pas dans notre propos de nier l'intérêt d'une telle action sur le plan éducatif (bien sûr). Mais il ne faut pas perdre de vus que l'idéologie chrétienne correspond à une réalisation politique et qu'il est absurde de vouloir dissocier les deux aspects. Il est absurde de ne pas envisager le jeu économique de l'Église et du Capital, dans la lutte anti-religieuse et il serait d'ailleurs aussi absurde de séparer le problème religieux pur du problème politique ou économique. Sébastien Faure écrivait sur ses affiches :

« Croire en Dieu, ou nier Dieu, ce problème est plus que jamais d'actualité. Il n'est pas d'ordre strictement philosophique : il se prolonge dans le domaine social. La foi pousse les consciences à la résignation, foyer de réaction. L'Athéisme les pousse à la révolte, source de Révolution. Foi ou athéisme, Résignation ou Révolte, Réaction ou Révolution. Tout se tient. Il faut choisir. »

Un autre aspect négatif est la lutte anti-cléricale basée sur le républicanisme. Il est curieux de vouloir combattre l'Église pour défendre la République qui est en fait la démocratie bourgeoise, alors que cette même République est entièrement entre les mains des cléricaux ou de ceux qui jouent leur jeu. Il serait temps d'être logique. Citons à ce propos l'oeuvre négative s'il en fut des Comités d'Action laïque qui ont basé toute leur action sur l'espoir d'une majorité anti-cléricale aux élections du 2 janvier. Ladite majorité a été théoriquement obtenue, on sait ce qu'il advint depuis... Nous écrivions dans notre précédent numéro :

« En fait, maintenant comme toujours il y a d'un côté la Révolution et de l'autre la Contre Révolution. Dans cette perspective de pensée, nous disons que nous combattons le Réformisme, quel que soit sa forme ou le parti dont il se couvre. »

Dans le problème précis de l'anti-cléricalisme, la seule solution nous semble être basée sur la lutte de classes du prolétariat. Il faut, pour ce faire, toujours analyser les positions de l'adversaire en fonction de la situation sociale et de l'évolution du régime d'exploitation.

Considéré sous cet angle, l'anti-cléricalisme peut devenir un facteur puissant dans la prise de conscience des exploités et cimenter l'unité ouvrière que les partis soi-disant « ouvriers » cherchent en parole depuis si longtemps. Alors que ces mêmes partis ont précisément abandonné cette forme de lutte. On déplore volontiers un certain matérialisme sordide de la classe ouvrière qui ne penserait qu'au beefsteak. Les foules qui se pressent dans les réunions anti-cléricales montrent que ce problème est l'un des rares problèmes éthiques qui touchent les masses de ce pays. À ceux qui cherchent l'éducation du prolétariat d'en tenir compte !

Guy Bourgeois

Nota. — L'auteur de ces lignes tient à dire que les récents travaux du Congrès National de la « Libre Pensée » française manifestent très nettement une prise de conscience du problème tel que nous l'exposons ici. Le texte de la plupart des résolutions tient compte des problèmes politiques et économiques et de la lutte des classes d'une façon très nette. La « Libre Pensée » qui se rajeunit peut encore jouer un rôle très important dans l'éducation de la masse ouvrière. Aux anarchistes révolutionnaires de s'y intéresser.